

17 janvier 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Gyula Horm, Premier ministre de la République de Hongrie, sur l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN à la Hongrie et sur les échanges économiques franco-hongrois, Budapest le 17 janvier 1997.

LE PREMIER MINISTRE.- Mesdames, messieurs,

- Permettez-moi de vous saluer à l'occasion de la visite d'Etat de M. Jacques Chirac, Président de la République française. C'est une grande joie pour nous de pouvoir recevoir le Président de la République française. C'est une des premières missions à l'étranger cette année, et c'est une joie encore plus grande pour nous qu'il ait pu venir chez nous au mois de janvier. Cela montre l'importance que le Président de la République, le gouvernement français et la France, attribuent aux relations entre les deux pays.

- Nous venons de terminer nos entretiens. Ils ont été concentrés essentiellement sur trois points. D'abord, je peux vous dire, au nom du gouvernement hongrois et en mon nom, qu'au cours de notre mandat de deux ans et demi, nous avons reçu beaucoup de soutien, beaucoup d'aide, beaucoup d'assistance morale, et de toutes sortes, du gouvernement français et, depuis un an et demi, du Président de la République, Monsieur Chirac, pour la réalisation notamment de nos réformes.

- Cet encouragement, ce soutien dont nous disposons, nous sont particulièrement chers et particulièrement importants pour terminer la grande oeuvre, le grand travail, la grande action de transformation. Merci particulièrement Monsieur le Président d'avoir soutenu notre programme de réconciliation avec nos pays voisins.

- Après le mois de mai 1995, une nouvelle période s'est inscrite dans l'histoire de nos relations. L'essentiel, c'est que les positions de la France se sont consolidées sensiblement en Hongrie à la suite de la naissance et de la création de relations multiples dans différents domaines. Cela concerne aussi les consultations politiques, les entretiens politiques ou l'échange des marchandises, le développement de l'échange des marchandises ou l'implantation, les investissements des grandes sociétés françaises en Hongrie, mais cela concerne également d'autres domaines.

- Je voudrais souligner particulièrement l'importance de ce que les investisseurs français dans une série de secteurs, et des secteurs majeurs stratégiques dans la vie économique, jouent un rôle particulièrement important en Hongrie.

- Le troisième point, que je voudrais soulever, est en rapport avec les deux premiers. Nous considérons que, dans l'Europe d'aujourd'hui et de demain, les relations particulières entre la France et l'Allemagne sont appelées à jouer un rôle tout à fait particulier. Nous estimons que la coopération pour l'Union européenne de ces deux pays aura une importance particulière. Elle l'aura aussi dans l'espace de l'Europe centrale et orientale.

LE PREMIER MINISTRE.- J'ai dit à Monsieur le Président, au cours de nos entretiens

d'aujourd'hui, que nous éprouvons dans tous les domaines le soutien résolu de la France au sujet de l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne. Je souhaite, d'ailleurs, que la prévision de Monsieur le Président, concernant l'adhésion de la Hongrie vers l'an 2000, devienne une réalité. Nous sommes particulièrement d'accord avec cette prévision et je ne peux que souhaiter la réalisation de cette prévision.

- Nous trouvons qu'une excellente initiative a été proposée au sujet de la Conférence européenne permanente. En ce qui concerne la question de l'OTAN, dans la politique française après le mois de mai 1995, il est devenu clair que la France soutenait l'élargissement de l'OTAN. Cela est particulièrement important pour nous parce que, non seulement, le gouvernement hongrois est engagé en ce qui concerne notre adhésion à l'OTAN, mais dans cette région, nous sommes le premier pays qui, depuis 1988, construit ses relations avec l'Alliance atlantique. Je voudrais souligner à ce sujet que nous continuons de croire et d'être persuadés que notre adhésion à l'OTAN est une affaire souveraine de la République de Hongrie. C'est nous-mêmes qui devons définir nos intérêts dans le domaine de la sécurité et, qu'en même temps naturellement, nous pensons, nous soutenons ceux qui affirment qu'il faut en même temps se pencher sur la question de la sécurité globale en Europe.

- Je voudrais ajouter, enfin, que sous le signe du progrès ultérieur de nos relations, nous avons pu prendre position, nous avons pu nous mettre d'accord au sujet d'un certain nombre de questions dans le domaine économique, culturel. Nous avons affirmé, nous avons décidé que, dans les domaines économiques et culturels, les ministres se pencheront sur l'examen des mesures possibles pour faire évoluer encore davantage ces relations.

- Monsieur le Président de la République m'a dit qu'il ne souhaitait pas faire une introduction lui-même, mais nous attendons, tous les deux, avec plaisir vos questions.\

LE PRESIDENT.- Il n'était pas nécessaire pour moi de faire une introduction puisque le Premier ministre a dit très exactement ce que nous pensons tous les deux.

- Je voudrais simplement remercier les autorités hongroises pour leur accueil, et je voudrais aussi souligner combien les Français ont conscience de l'effort considérable qui a été réalisé depuis sept ans et qui est poursuivi avec une extraordinaire ténacité, beaucoup d'intelligence pour changer la Hongrie et affirmer la démocratie, la modernisation, l'économie du marché, la stabilité et la sagesse politique, notamment à l'occasion des deux traités exemplaires et historiques passés avec la Slovaquie et avec la Roumanie. Tout ceci, naturellement, ne peut que très bien augurer du chemin qui va conduire, tout naturellement pour l'an 2000, la Hongrie dans l'Union européenne.

- Alors, maintenant nous sommes naturellement tout prêts, le Premier ministre et moi-même, à répondre à vos questions.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous ne craignez pas que vous avez peut-être soulevé de faux espoirs en parlant de l'année 2000 pour l'adhésion dans l'Union européenne, vu le point de vue général de la Communauté qui parle même maintenant de 2002 ou 2003 ? Est-ce que vous pensez que ce serait nécessaire pour l'OTAN de conclure un accord avec la Russie avant de commencer des négociations avec les candidats pour l'adhésion à l'OTAN ?

- LE PRESIDENT.- Je ne souhaite pas avoir provoqué de faux espoirs en parlant de l'an 2000. Je vous signale que cet objectif a été également retenu et affirmé par le Chancelier allemand. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs. Là, comme ailleurs, la politique franco-allemande a une grande cohésion. Vous savez, il faut avoir des ambitions, il faut avoir une volonté. Si nous avons l'ambition d'arriver en l'an 2000 et la volonté de le faire, il y a de fortes chances pour qu'on réussisse.

- Pour ce qui concerne l'élargissement de l'OTAN, vous savez parfaitement que ma position qui est également celle de Monsieur Helmut Kohl, consiste à souhaiter l'élargissement et une décision dès le Sommet de Madrid, en juillet prochain, mais dans des conditions qui ont été bien préparées et qui, notamment, permettent de ne pas donner à la Russie le sentiment qu'elle pourrait être humiliée ou agressée. J'ai la conviction qu'on peut atteindre cet objectif aussi.\

QUESTION.- En ce qui concerne l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN, c'est une question de plus en plus importante pour la politique intérieure et extérieure hongroise. Dans ce processus

de plus en plus importante pour la politique intérieure et extérieure hongroise. Dans ce processus, le règlement de nos relations avec nos voisins est une question importante. Est-ce que l'information selon laquelle la Hongrie prévoit la construction d'un nouveau barrage hydraulique fait partie du règlement de ses relations ? Est-ce qu'il est vrai aussi que la Hongrie mène des négociations secrètes avec la Slovaquie à ce sujet ?

- LE PREMIER MINISTRE.- Tout d'abord je voudrais souligner que le représentant du gouvernement hongrois mène des négociations selon une pratique internationale. Les négociations n'ont pas lieu naturellement sur une grande place ou dans un café, mais dans les offices ministériels.

- En ce qui concerne l'information donnée à l'opinion publique, je voudrais vous dire qu'en automne 1995 nous avons donné, concernant les objectifs des négociations, des informations détaillées au Parlement hongrois. En automne 1995, j'en ai informé le Parlement hongrois. Je voudrais souligner qu'il n'existe aucun accord. Il y a des positions : une position slovaque, une position hongroise qui font l'objet actuellement d'examen qui seront examinés par des experts. Il est faux que nous en soyons arrivés à un accord, par exemple, concernant la construction d'un barrage. Je souhaite donc, qu'en respectant les intérêts nationaux de la République de Hongrie et de la Slovaquie, les deux pays comprennent leur intérêt à régler l'affaire du barrage sur le Danube, en tenant compte de positions de la Cour de La Haye. Elle souhaite toujours un accord à l'amiable entre les parties. Nous essayons de trouver les réponses adéquates aux questions qui se posent. Je voudrais souligner que c'est le Parlement qui décidera au sujet de toutes les questions substantielles.\

QUESTION.- Monsieur le Président, partout où vous allez, vous invitez les entreprises françaises à investir, c'est vrai pour la Hongrie. Au-delà de ce pays, au-delà du cas de ce pays, dans l'ensemble du monde, est-ce que vous n'avez pas le sentiment que les Français, globalement, pourraient être plus entreprenants, plus dynamiques encore ?

- LE PRESIDENT.- Certainement, je n'ai cessé d'encourager nos industriels et nos commerçants qui sont exemplaires, notamment au sein de l'Union européenne, ce qui explique la place éminente de la France dans le commerce mondial, à être plus actifs encore, notamment dans les nouvelles zones de développement. L'Europe centrale et orientale, cela commence bien, notamment avec la Hongrie, l'Asie, l'Amérique latine. S'agissant de la Hongrie, nous avons beaucoup évoqué avec le Premier ministre les problèmes, ce que l'on pourrait faire pour améliorer nos courants d'échanges. Nous avons, en particulier, décidé dans ce domaine, pour renforcer notre partenariat politique, culturel, mais également économique, de désigner - c'est assez sympathique comme formule - un "Monsieur" France en Hongrie et un "Monsieur" Hongrie en France. Pour la partie hongroise, le responsable sera M. Veress, l'ancien ministre et ancien ambassadeur à Paris, pour la partie française, M. François Guillaume, ancien dirigeant agricole, ancien ministre et actuel parlementaire. Nous souhaitons qu'ainsi soit encore facilitée la relation humaine entre nos deux pays.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous eu l'occasion, ici, à Budapest d'évoquer la situation qui prévaut à Sofia et à Belgrade ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons évoqué l'ensemble des problèmes non seulement européens, mais également des problèmes internationaux. Car il va de soi que l'élargissement de l'Union, et l'importance croissante des pays de l'Europe centrale exigent une stratégie mondiale de l'Europe de demain. Mais je n'ai pas de commentaires particuliers à faire sur les deux points que vous venez d'évoquer et qui n'étaient pas au centre de nos préoccupations.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous savez très bien que les Français doutent toujours un peu de tout. Que pouvez-vous réellement leur dire pour montrer que ce voyage n'est pas un voyage de plus et que la France est en train de se réinstaller, de reprendre pied dans la région, puisqu'ici ou là, dans cette Europe centrale et orientale, on nous avait dit, il n'y a pas très longtemps, que la France avait laissé passer du temps et qu'elle s'était un peu désintéressée de ces pays après les bouleversements du début 1990 ?

- LE PRESIDENT.- Je dis simplement aux Français que l'Europe est un tout, qu'il y a au centre et à l'orient de ce continent des pays avec lesquels nous avons des relations culturelles, historiques

fortes, qu'ils sont des membres de notre famille, que nous défendons ensemble une certaine vision de l'homme et de notre continent pour l'avenir, que nous devons renforcer sans cesse nos liens culturels, politiques et économiques. Notamment, sur le plan économique, il y a ici une économie de marché, un pays en plein développement qui connaît naturellement des difficultés comme tous nos pays européens, mais qui a la volonté et la capacité de surmonter ces difficultés et que nous devons être ici avec eux. La relation entre la France et la Hongrie est une relation qui doit nous conduire à entrer dans l'Europe de demain la main dans la main.\

QUESTION.- Une question commune à Monsieur le Président de la République et à Monsieur le Premier ministre. Que pensez-vous de la possibilité pour les pays de la région de lier la question de leur adhésion à l'OTAN, c'est-à-dire est-ce que ces pays de la région peuvent être admis à l'OTAN, en même temps ou non ?

- LE PREMIER MINISTRE.- La plupart des états de la région, tout comme la Hongrie, réfléchissent sous le signe de l'intégration euro-Atlantique. Qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de l'Alliance Atlantique. Les deux organisations sont en relation étroite avec les différents pays de l'Europe centrale et orientale. Il y a une coopération permanente. Voilà la première remarque.

- Deuxièmement, dans les deux organisations, à l'Union européenne, comme à l'OTAN, il faut que les pays candidats remplissent certains critères étant donné que le fonctionnement d'un système démocratique, l'état de droit, les droits de l'homme, le contrôle civil de l'armée, réforme de l'armée, une série de réformes doivent être menées à bien pour qu'un pays puisse correspondre à ces critères. Naturellement, je m'attends à ce que les décisions soient prises sur la base du respect de ces critères quant à l'attente ou quant à l'adhésion des pays. Quand il s'agit éventuellement d'un certain nombre de pays à admettre dans un premier temps, cela ne veut pas dire que les autres pays en soient exclus pour toujours. Cela ne doit pas dire non plus que nos relations doivent se détériorer avec les autres pays, au contraire, il faut que ces pays puissent avoir aussi les meilleures relations possibles de partenariat avec les organisations européennes et les relations bilatérales doivent être renforcées aussi.\

QUESTION.- M. le Président Chirac, quelle est votre opinion à propos d'une éventuelle détérioration de la situation politique de sécurité en Europe centrale, lorsque la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque seront admises dans l'OTAN, dans l'Union européenne sans la Slovaquie voisine ? Quelles sont les différences dans l'attitude de la France vis-à-vis de la Hongrie et de la Slovaquie, quant à leurs préparatifs, la satisfaction par elles des conditions d'admission dans l'OTAN et l'Union européenne ?

- LE PREMIER MINISTRE.- Monsieur le Président me cède la parole. Le Gouvernement hongrois déclare résolument qu'il sera intéressé à l'avenir aussi, à ce que la Slovaquie devienne aussi partie des organisations européennes, de l'Union européenne, de l'OTAN. Cela ne dépend pas uniquement de l'Union européenne et de l'OTAN naturellement, mais aussi de l'évolution de la Slovaquie, des performances de la Slovaquie.

- Nous sommes intéressés à ce que ce soit ainsi et nous considérons que si l'adhésion se fait de manière différenciée, cela ne comporte aucun risque de sécurité ni pour les relations entre la Hongrie et la Slovaquie, ni pour la région plus large de l'Europe centrale et orientale.\

QUESTION.- Monsieur Chirac, nous sommes très heureux de constater que les relations économiques, culturelles et politiques entre la Hongrie et la France continuent à s'améliorer. Je dois mentionner, cependant, que dans un passé récent, un autre Français venu à Budapest qui avec un homme politique hongrois extrémiste a beaucoup crié sur une des plus grandes places de Budapest, je crois que vous connaissez cette personne, il s'agit de Le Pen. Je voudrais vous demander ce que vous pensez de cette personnalité politique française ?

- LE PRÉSIDENT.- En tous les cas, il y a une chose que je peux vous dire, c'est qu'il n'est pas mon porte-parole.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pour revenir à l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe de l'Est, je voudrais savoir si cela concerne aussi les pays baltes. Autrement dit, est-ce que vous pourriez aller tenir le même discours à Riga, à Vilnius, à Tallin, malgré les très vives réticences de la Russie ?

- LE PRESIDENT.- C'est un problème difficile qui sera discuté pendant toute la période de préparation de la réunion de Madrid, et il est tout à fait impossible de répondre aujourd'hui à votre question.

- QUESTION.- Monsieur le Président, quand on évoque l'élargissement des pays d'Europe centrale et orientale, notamment dans l'Union européenne et dans l'Alliance atlantique, on pense évidemment à la Russie, j'imagine que vous allez en parler avec le Président Eltsine que vous devez rencontrer début février. Premièrement, est-ce que cette rencontre est maintenue malgré l'état de santé du Président ? Deuxièmement, est-ce qu'il vous semble que, d'une manière générale, la Russie évolue et finit par comprendre que cet élargissement est nécessaire à l'Europe et à l'Alliance atlantique ?

- LE PRESIDENT.- M. Philippe Harrouard, je sais que vous êtes un homme qui n'hésite pas à anticiper et à aller de l'avant, mais enfin pour le moment, je m'entretiens avec M. Horm et je suis en Hongrie. Alors, je serai le 2 février en tous les cas pour le moment cette date n'est pas remise en cause, en Russie, j'aurais l'occasion à ce moment là de vous dire les conclusions auxquelles nous serons arrivés M. Eltsine et moi. Mais pour le moment, c'est prématuré.\

QUESTION.- Ma question pour le Président Chirac, vous avez plusieurs fois regretté que la France ne signe pas de grands contrats commerciaux en Hongrie. Mais si les entreprises françaises sont parfaitement compétitives, comme vous l'avez souligné, qu'est-ce qui les empêche de l'emporter ?

- LE PRESIDENT.- Je n'en sais rien mais j'ai comme une impression que cela va probablement s'améliorer.

- QUESTION.- Dans son discours au Parlement, M. le Président de la République a dit que le traité politique entre la Hongrie et la Slovaquie a contribué positivement au renforcement de la stabilité dans cette région. Il y a cependant un petit problème, même au cours de la dernière période, le sort de la minorité hongroise vivant dans ce pays, n'a pu être réglé de manière rassurante. Je voudrais vous demander si les problèmes de la minorité hongroise vivant à l'extérieur des frontières a été examiné au cours des entretiens ou nos relations avec la Slovaquie sous cet aspect ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas, cher Monsieur, faire d'ingérence dans les affaires intérieures de la Hongrie, de la Slovaquie, de la Roumanie. Je pense que l'évolution de l'ensemble de ces pays vers une démocratie totale permet d'être assuré que les droits de l'homme seront respectés et notamment les droits des minorités. D'ailleurs, je constate que dans le traité entre la Hongrie et la Slovaquie et dans le traité entre la Hongrie et la Roumanie, il est clairement stipulé que le droit des minorités devra être respecté. Et je le répète, l'implantation de la démocratie permet d'être assuré que ces droits seront respectés, en revanche, je le répète aussi, c'est une très grande avancée historique dans la mesure où comme vous le savez, l'Union européenne ne veut pas importer de conflits potentiels en son sein et que le règlement des relations entre la Hongrie et la Slovaquie, et la Hongrie et la Roumanie était pour l'Union européenne quelque chose de tout à fait nécessaire même si c'était un acte courageux et pas facile pour le gouvernement hongrois.

- Je crois que nous sommes arrivés au terme de cette réunion. Je voudrais simplement en conclusion, tout à l'heure a été évoquée la nature des relations entre la Hongrie et la France. Chacun voit bien que sur le plan politique, sur le plan économique, sur le plan culturel, ces relations se développent et je ne reprendrai pas ce terme, je voudrais simplement dire aux Hongrois, à tous les Hongrois et aux Français, à tous les Français que la relation entre la Hongrie et la France c'est aussi, et je dirais même probablement, c'est surtout une affaire de coeur.

- Je vous remercie.

- LE PREMIER MINISTRE.- Permettez-moi de mentionner encore que j'attire votre attention sur ce que, au cours des dernières années, les relations économiques entre la France et la Hongrie, ont dépassé de loin le rythme de développement de nos relations avec les autres pays membres de l'Union européenne. Nos relations bilatérales maintenant s'étendent sur une série de domaines où elles étaient inexistantes dans le passé.

- Merci beaucoup.\